



**DECISION N° 004/2023/ARMP/CRD/DEF DU 11 JANVIER 2023
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LA DEMANDE D'ARBITRAGE INTRODUITE PAR L'OFFICE
NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION (OFNAC)
SUR UN LITIGE L'OPPOSANT A LA DCMP SUITE AU REJET DE LA DEMANDE
D'IMMATRICULATION DU MARCHÉ RELATIF A UNE ETUDE SUR LA PERCEPTION ET
LE COÛT DE LA CORRUPTION AU SENEGAL**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°2022-07 du 19 avril 2022, modifiant la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, modifiée ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU la demande de l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC) reçue le 29 décembre 2022 ;

Madame Mame Aïssatou Dieng TRAORE, Coordinatrice de l'Instruction des Recours, entendue en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président, de Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision ;

Par courrier du 29 décembre 2022 enregistré le même jour au bureau du courrier de l'ARMP sous le numéro 3531 et ensuite le 02 janvier 2023 au secrétariat du CRD sous le numéro 002/CRD, l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC) a saisi le Comité de Règlement des Différends (CRD) pour solliciter son arbitrage sur le litige l'opposant à la Direction centrale de Marchés publics (DCMP) suite au rejet par cette dernière de la demande d'immatriculation du marché relatif à une étude sur la perception et le coût de la corruption au Sénégal.

SUR LA RECEVABILITE DE LA DEMANDE

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 22 du décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP que la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends (CRD) statue sur les saisines relatives aux litiges opposant les organes de l'Administration intervenant dans le cadre de la procédure de passation ou d'exécution des marchés publics et délégations de service public ;

Considérant que l'OFNAC souhaite obtenir l'arbitrage du CRD suite à l'avis négatif de la DCMP sur la demande d'immatriculation du marché relatif à une étude sur la perception et le coût de la corruption au Sénégal.

Qu'une saisine du CRD dans un tel cas n'est soumise à aucune condition de délai ;

Qu'il y a lieu de la déclarer recevable.

SUR LES FAITS

L'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC) a lancé par la lettre d'invitation référencée 384/OFNAC/DAF/pbk du 05 juillet 2022, le marché relatif à une étude sur la perception et le coût de la corruption au Sénégal. Cette lettre d'invitation est adressée aux cabinets suivants :

- REFLECT CONSULTING SAS ;
- DEFI - AFRIQUE ;
- INTERMED CONSULTING ;
- BEMF FOR AFRICA ;
- ADIRA ;
- CRES
- SYNCHRONIX
- QUALITEC. MCS
- MSA
- LABORATOIRE D'ECONOMIE PUBLIQUE- FASEG ;

Au terme des travaux d'évaluation des trois propositions reçues le 22 juillet 2022 déposées par les cabinets Reflect Consulting SAS, Défi – Afrique et Synchronix, ce dernier est désigné titulaire du marché pour un montant de cinquante-trois millions cinq mille six cents (53 005 600) FCFA TTC.

Le marché a ensuite été soumis, aux fins d'immatriculation, à la DCMP qui a refusé de s'exécuter, provoquant ainsi la saisine du Comité de Règlement des Différends.

PO03-EN07 – 01



LES MOYENS A L'APPUI DE LA DEMANDE

Dans sa requête, l'OFNAC déclare que la DCMP a refusé de procéder à l'immatriculation du marché litigieux au motif que celui-ci n'a pas fait l'objet d'approbation.

Il récuse ce grief au moyen d'un argumentaire construit autour de la procédure de demandes de renseignements et de prix à compétition ouverte (DRPCO) utilisée dans le cas d'espèce. Selon lui, le recours à cette procédure l'exonère de la formalité d'approbation aux termes de l'arrêté 107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demandes de renseignements et de prix (DRP) qui dispose que « la DRP à compétition ouverte entre en vigueur à partir de sa souscription par l'autorité compétente après l'expiration des délais de recours ».

Par ailleurs, le requérant justifie également l'absence de publicité de l'avis d'appel à la concurrence par le mode de passation utilisé à savoir la consultation restreinte en référence à l'article 80.C du Code des Marchés publics qui stipule que " lorsque le montant estimé des prestations est inférieur aux seuils fixés à l'article 53, l'autorité contractante peut ne pas effectuer la formalité de publicité et inviter directement cinq prestataires."

LES MOTIFS DONNES PAR LA DCMP

La DCMP explique le rejet de la demande d'immatriculation du marché en se fondant uniquement sur la procédure utilisée. Selon elle, les marchés conclus en application de l'article 80. c du Code des marchés publics font l'objet d'approbation.

OBJET DE LA DEMANDE

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que l'OFNAC sollicite du CRD une autorisation d'immatriculation d'un marché qui n'a pas fait l'objet d'approbation.

EXAMEN DE LA DEMANDE

Considérant que la DCMP a refusé l'immatriculation du marché souscrit avec le cabinet SYNCHRONIX pour un montant de cinquante-trois millions cinq mille six cents (53 005 600) FCFA TTC, pour défaut d'approbation ;

Considérant que l'autorité contractante justifie ce défaut d'approbation en invoquant les dispositions de l'article 10 de l'arrêté 107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demandes de renseignements et de prix (DRP) ;

Que cet article dispose que la DRPCO entre en vigueur à partir de sa souscription par l'autorité compétente après l'expiration des délais de recours ;

Considérant qu'il ressort de l'instruction que le marché au regard notamment du mode de passation utilisé (consultation restreinte) a été passé suivant les dispositions de l'article 80. c du Code des Marchés publics qui offre la possibilité d'inviter directement un minimum de cinq prestataires lorsque le montant estimatif du marché est inférieur aux seuils fixés à l'article 53 du Code des Marchés publics ;

Qu'il s'en infère que le mode de passation utilisé sous l'égide des dispositions de cet article 80 est différent de celui que l'autorité contractante déclare avoir mis en œuvre (DRPCO) ;

Qu'il ne peut en conséquence se prévaloir des dispositions de l'arrêté 107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignement et de prix pour justifier le défaut d'approbation du marché passé suivant une procédure différente ;

Qu'il apparait ainsi que le rejet de la demande de l'autorité contractante par la DCMP est justifiée ;

Qu'au surplus, le défaut d'approbation d'un marché, même passé suivant une DRPCO, ne saurait prospérer au regard des dispositions de l'article 43 du Code des Obligations de l'Administration (COA) qui dispose que « l'approbation des marchés publics par l'autorité compétente vaut conclusion du marché » ;

Qu'il importe donc d'ordonner à l'OFNAC de faire approuver le marché, conformément aux dispositions de l'article 29 du Code des Marchés publics avant de saisir la DCMP pour son immatriculation ;

PAR CES MOTIFS

- 1) Déclare la saisine de l'OFNAC recevable ;
- 2) Constate que le marché est passé selon les dispositions de l'article 80. c du CMP ;
- 3) Constate que l'OFNAC s'est heurté au refus de la DCMP d'immatriculer le marché pour défaut d'approbation ;
- 4) Constate que l'OFNAC justifie l'absence d'approbation du marché en invoquant les dispositions de l'article 10 de l'arrêté 107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demandes de renseignements et de prix (DRP) ;
- 5) Constate que le mode de passation utilisé, obéissant aux dispositions de l'article 80 (consultation restreinte) est différent de celui que l'autorité contractante déclare avoir mis en œuvre (DRPCO) ;
- 6) Dit que l'OFNAC ne peut se prévaloir des dispositions de l'arrêté 107 du 15 janvier 2015 rappelé au point 4 pour justifier le défaut d'approbation du marché passé suivant une procédure différente ;
- 7) Dit en conséquence que le refus de la DCMP d'immatriculer le marché est justifié ;
- 8) Dit au surplus le défaut d'approbation d'un marché, même passé suivant une DRPCO, ne saurait prospérer au regard des dispositions de l'article 43 du Code des Obligations de l'Administration (COA) qui dispose que « l'approbation des marchés publics par l'autorité compétente vaut conclusion du marché » ;

- 9) Ordonne donc l'approbation du marché, conformément aux dispositions de l'article 29 du Code des Marchés publics avant la saisine de la DCMP pour l'immatriculation du marché ;
- 10) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC) et à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.



Le Président

Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Cassama TALL



Moundiaïye CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**



Saër NIANG